

SNES-FSU
Groupe philosophie

Compte rendu de l'audience au ministère et du rassemblement rue de Grenelle
du 3 juillet 2015

Le SNES a fait du **3 juillet, une journée nationale de mobilisation**, appelant à des rassemblements académiques, ainsi que devant le ministère, afin de remettre à la ministre "**l'appel des universitaires pour la défense de l'enseignement de la philosophie dans le secondaire**". Le rassemblement Ile de France, rejoint par des collègues de Nancy-Metz, Amiens, Lille a compté jusqu'à une centaine de personnes entre 13h30 et 16h30. Le ministère nous a proposé de constituer une délégation de 10 personnes (au lieu des 5 habituelles), ce qui laissait peu de marge pour les 8 organisations qui soutiennent l'appel des universitaires et les représentants du collectif d'Ile de France, très soucieux de préserver leur représentativité. L'audience ayant été reculée à 15h30, puis avancée à 15h... ce flottement horaire nous a permis de nous entendre sur 1 représentation pour l'AG de Paris et une autre pour l'AG de Créteil. A sa sortie, la délégation a fait un compte rendu (cf. ci-dessous) de l'audience, sans grand enthousiasme hélas quant aux effets escomptés. Le SNES a remercié le S3 de Créteil (dont le secrétaire était à nos côtés) et les collègues présents dans la rue en leur donnant **rendez-vous dans les mobilisations de rentrée**, tout particulièrement dans la **manif nationale du début octobre** (en tant que cortège de profs de philo ?).

Audience :

Men : I. Robin (Bureau des formations générales et technologiques), I. Capestan
Délégation : SNES-FSU (représenté par Valérie Sipahimalani secrétaire générale adjointe), FO, CGT educ'action, Sud, Snalc, Appep, Sopphi, une représentante de l'AG de Créteil, un représentant de l'AG de Paris.

- Le SNES rappelle le contexte de la réunion (conditions de travail et d'études dégradée en philosophie suite à la réforme du lycée, consigne ministérielle de janvier 2015 insuffisante). Présentation et **remise de l'appel des universitaires à la représentante de la Ministre.**

Interventions :

- AG de Paris (87 collègues, grand consensus) :

- 1) non aux classes mélangeant différentes séries (L-ES ou ES-S ou L-S), et non aux classes partagées entre différents collègues de philosophie.
- 2) quantité excessive de copies au bac
- 3) dédoubler pour la philo les effectifs en séries technologiques
- 4) rétablir l'horaire en TS (4ème h)
- 5) ouvrir l'EMC aux collègues de philo

- AG Créteil :

mentionne la pétition Ile de France prolongeant l'appel des universitaires.

- 1) pas de classes mélangeant les différentes séries
- 2) retour immédiat au dédoublement systématique en voie techno, à la 4^{ème} h en TS, et demande de dédoublement d'1h en TES
- 3) respect de tous les personnels, dont les TZR. Pas d'affectation hors zone ni sur plus de 2 établissements
- 4) plafonnement des effectifs à 24 élèves par classe
- 5) problème du nombre pléthorique de copies au bac.

- APPEP :

Dédoublement d'une heure en voie techno : la lettre aux recteurs ne suffit pas. La colère monte, le nombre de rassemblements augmente.

Appel des universitaires : nouveauté, les universitaires s'intéressent au second degré et à la voie technologique où on méprise les élèves qui ont le plus besoin d'un aménagement horaire en philosophie.

L'EMC en voie technologique n'est pas financée. Une fiche éducol flèche l'EMC vers l'histoire géo.

- SUD : redit son soutien à l'appel des universitaires et aux demandes formulées.

- FO : ce n'est pas la première audience. Impression que ça n'a pas d'effet. Demande du rétablissement des conditions élémentaires pour assurer un enseignement de la philosophie digne de ce nom.

- CGT : la philo est un enseignement sur une seule année, qui concentre tous les problèmes de l'autonomie et de la réforme Chatel. Demande d'un cadrage national de l'horaire dédoublé et un bilan de la réforme Chatel.

- Snalc : dénonce un dialogue de sourd avec le MEN.

- SOPPHI : seule la philo est une matière « élémentaire » parce que les bases données en terminale s'adressent à des élèves qui n'ont pas de passif avec cette discipline. Notre enseignement contourne du même coup, l'obstacle des complicités culturelles.

Notre demande se concentre sur les dédoublements en séries techno.

Attachement à un programme de notions, pas d'encyclopédisme.

Attachement à un examen national portant sur le programme, sans avoir à faire appel à la culture personnelle des élèves.

I. Robin : transmettra.

EMC : appelé à être pris en charge bien au-delà des profs d'HG.

Le report du bilan de la réforme du lycée a du sens, car il permet d'avoir les résultats post bac à n+1 et n+2 des premières générations de la réforme, et le bac n'est pas la finalité du lycée.

- SNES : pas besoin d'attendre pour constater une dégradation des conditions d'études et d'enseignement. Les collègues ont davantage de classes, classes qui sont plus chargées. Demande également d'un bilan aux ressources humaines (demandes de temps partiel, arrêts maladie...).

- FO : faudra-t-il attendre n+10 ?

- Apep : problème de la concurrence perpétuelle avec les collègues. La réforme du lycée ruine l'ambiance de travail.

- AG Créteil : nous sommes les acteurs du lycées, nous sommes capables d'en faire le bilan. Problème : l'EMC est à dissocier des dédoublements, et ne doit pas s'y substituer. Appel à la poursuite des actions à la rentrée.

- Et le SNES de conclure qu'il est dommage que nous ne soyons pas reçus à un plus haut niveau. Ce sentiment de mépris des personnels risque d'entraîner une légitime radicalisation de la profession.